

Flash.....

Un peu short

Eric Woerth suggère aux grévistes de se remonter les manches.....
Encore faudrait-il qu'ils aient tous de quoi se payer des chemises.

Agenda :

CTPM

17 février 2009

Journée d'actions

19 mars 2009

Le 2 avril 2009

Élections CAP - CAD - CCP

Pensez à vous inscrire pour voter par correspondance.

Guadeloupe et Martinique

Il faut répondre aux demandes des grévistes !

La CGT renouvelle son soutien et sa solidarité aux actions des travailleurs de la Guadeloupe et de la Martinique répondant à l'appel à la grève générale de leurs organisations syndicales. Si la question sociale domine les revendications du mouvement actuel, la question politique surgit immédiatement :

Pour quelles raisons les inégalités sont elles encore plus accentuées sur ces territoires qu'en France ?

Pourquoi le chômage frappe-t-il plus de 25% de la population active, dépassant les 50% pour les jeunes de 15-24 ans ? Pourquoi le coût de la vie est-il supérieur de 30% par rapport à la France, avec un taux d'inflation souvent supérieur de 2 à 3 points à celui enregistré en métropole ? Pourquoi l'accès aux services publics et aux logements est-il plus limité, la fiscalité discriminatoire et le développement industriel quasi absent, ce qui accroît la dépendance économique à l'égard de la France ?

A ces questions, le Secrétaire d'Etat à l'Outre Mer ne répond pas et prétend être rentré précipitamment à Paris pour discuter « des ajustements techniques » concernant les revendications portées par les grévistes et soutenues largement par la population de ces territoires laissant entendre que le relèvement de 200€ des bas salaires, retraites et minima sociaux est « un conflit à régler entre salariés et employeur ».

La CGT ne peut que manifester une réelle inquiétude devant ce qui s'apparente à une manœuvre du gouvernement. Ce dernier ne peut s'exonérer de la responsabilité que porte l'État français dans la situation économique et sociale de ces territoires et renvoyer dos à dos syndicats, collectivités et patronat.

La CGT appelle donc à la vigilance de tous sur le comportement et les réponses du gouvernement face à ces conflits.

Montreuil 10.02.09

Le SNPTAS-CGT s'adresse au Ministre le 11/02/2009

Monsieur le Ministre,

Nous venons de recevoir des informations en provenance des DOM (Guadeloupe, Martinique).

Nous vous transmettons la note du syndicat CGT de la Martinique. Nous vous demandons d'ouvrir immédiatement des négociations avec les syndicats locaux.

Nous sollicitons une audience dans les plus brefs délais pour aborder les légitimes revendications de nos collègues domiens, et y répondre.

Le Secrétaire Général, SIGNE Didier HOREAU.

Une délégation CGT sera reçue concernant le conflit en cours dans les DOM le 19 février à 15h00.

Le SNPTAS-CGT sera présent dans cette délégation fédérale

Courrier revendicatif de la CGT Guadeloupe

- la situation est toujours bloquée à ce jour : Grandes distributions fermées, pas de carburant, les établissements scolaires sont fermés depuis le 20 janvier 2009.
- le collectif LKP rencontre ce jour les médiateurs du ministre et reste sur la même revendication : 200 euros d'augmentation pour les bas salaires et négociations par branche et par entreprise au delà de 1,4 et 1,6 SMIC, un dispositif aidé par l'Etat doit être trouvé pour les petites entreprises, celles-ci sont déjà d'accord sur l'augmentation.
- le Ministre a annoncé que les autres 132 points du cahier de revendications étaient réglés c'est faux, la discussion sur la baisse des prix de 1ère nécessité n'est pas terminée, un accord a été trouvé en Guadeloupe (-20 %)
- pour ce qui concerne les services de l'Etat, en dehors de l'Education Nationale, la mobilisation est peu suivie, les services sont ouverts sauf sur les lieux où se déroulent les manifestations (défilés, meetings, barrages). Beaucoup de pression et d'intimidation auprès des personnels.
- pour ce qui concerne la DDE, peu de grévistes mais également peu de présence à cause du manque d'essence. Les jours de mobilisation générale (grands défilés), la Direction a fermé mais demande aux agents de déposer des journées de congés.
- pour ce qui concerne les revendications du LKP et le lien avec notre service : Le problème de la discrimination est bien présent en DDE, les Guadeloupéens ne peuvent accéder ni aux postes à responsabilité ni aux promotions ni aux mutations sans combat et c'est souvent dans la douleur que nous arrachons une juste et légitime revendication, la CGT/CGTG de la DDE se bat depuis des années sur ce problème. En ce moment le Directeur en place fait venir tous ses copains de la Réunion. Nous nous élevons contre cette pratique qui vise à faire voyager des "cadres Métropolitains" d'île en île motivés seulement par l'indemnité de vie chère alors que sur le territoire se trouvent des compétences. Le Ministère a ouvert 7 postes de CAT A dont 5 "grenelles", sans véritable affichage de missions pour des prises de poste au 1er mai 2009, la Direction n'a pu donner aucune explication, la mise en place de la DREAL ne devant intervenir qu'au 1er janvier 2011, aucun cadrage n'est encore décidé pour les DOM. Pourquoi un tel déploiement de cadres A sachant que les Guadeloupéens sont rares à ce niveau de grade ? Nous avons demandé d'ouvrir plus de postes en CAT B+ pour permettre l'accession sociale de Guadeloupéens. La Direction reste muette sur cette question. C'est un sujet que nous soumettrons prochainement au LKP. Aujourd'hui la revendication a été posée par le LKP d'une manière générale mais ensuite chaque secteur va poser ses propres revendications.

Nous vous invitons à retrouver nos revendications et d'autres informations
sur notre site Internet: <http://snptas-cgt.org>

Courrier revendicatif de la CGT Martinique

SYNDICAT GENERAL des Personnels Techniques Administratifs et de Travaux du Ministère de l'Équipement et du Logement de la Martinique. Fort de France, le 11 février 2009

La grève générale a débuté le 05 février et se poursuit à ce jour et porte sur une plate-forme de 32 points dont le premier point vient d'obtenir un accord avec les responsables de la grande distribution, à savoir la baisse de 20% sur les produits de première nécessité (une liste de 130 produits est établie).

Tous les secteurs sont touchés par le mouvement, dès le 05 février une manifestation a regroupé environ 20 000 personnes dans les rues de FORT de FRANCE et lundi 09 février il y avait 25 000 personnes, des corps de métiers rejoignent au fur et à mesure le mouvement.

Toutes les grandes surfaces sont fermées (alimentation, bâtiment, bricolage, etc...) ; les mairies sont fermées, le Conseil Régional, le Conseil Général, les écoles, les lycées, les transports sont fortement perturbés d'autant que les stations-services commencent à ne plus avoir de carburant.

A la DDE, nous parvenons à bloquer nettement l'activité des services.

Les revendications importantes portent sur :

- une augmentation des bas salaires de 300 euros – un gel des loyers – un alignement de l'allocation logement sur le système en place en FRANCE – le contrôle des prix – augmentation des retraites.

La mobilisation continue sur les autres revendications et nous continuons à perturber le fonctionnement de toute l'activité économique et des services administratifs.

La situation actuelle du/des mouvement(s)

En Guadeloupe, en Martinique comme en Guyane, ce sont les syndicats qui constituent l'ossature du mouvement.

En Guadeloupe, 48 organisations (syndicales, politiques, associatives) se sont regroupées dans une alliance (LKP : Rassemblement contre l'exploitation).

En Martinique, la population martiniquaise a suivi avec beaucoup d'attention le conflit en Guadeloupe.

Réunis dans un collectif dit du « 5 février » les syndicats martiniquais ont lancé la grève générale. Elle porte sur des revendications identiques à celles des camarades de Guadeloupe (avec une « augmentation de 300 € pour tous »)

En Guyane, le collectif "Contre la vie chère", l'une des organisations à l'origine du mouvement pour la baisse des prix des carburants fin 2008, a annoncé son intention de se joindre aux mobilisations lancées par les syndicats ce jour.

Et la presse.....

Lettre ouverte de journalistes martiniquais à leurs confrères de la presse nationale

(extrait Source Acrimed)

Nous publions ci-dessous, une lettre ouverte d'un collectif de journalistes martiniquais, – la date compte... - le mercredi 11 février 2009.

Chers confrères, chères consœurs,

Nous journalistes martiniquais vivons aujourd'hui une période agitée en ces temps de crise. Vous n'êtes pas sans savoir - ou peut-être si ?- Que de nombreux problèmes autres que la crise récurrente du tourisme gangrènent ces départements d'outre-mer que vous qualifiez parfois de lointains : Vie très chère (quatre fois supérieure à la métropole), chômage endémique (cinq fois supérieur à la métropole), inégalités sociales criantes, monopole racial détonant...

Une fois de plus vous vous engouffrez dans les clichés : Le coup dur porté à l'économie de ces îles déjà concurrencée par les îles voisines ou la main d'œuvre est meilleure marché et l'accueil bien meilleur.....

Savez vous que bien avant le déclenchement de la mobilisation, la situation était déjà catastrophique dans le secteur hôtelier de Martinique ? Des sites prestigieux martiniquais sont liquidés, livrés à la spéculation immobilière, des centaines de salariés sont jetés à la rue parce que les spéculateurs choisissent de remplacer les hôtels par des résidences qu'ils vendent à des prix exorbitants que très peu de martiniquais peuvent s'offrir.

Et pourtant inexorablement votre couverture de l'actualité reste la même : Pas un mot (hormis quelques offs) après trois semaines de grève générale en Guadeloupe : pas une question au président de la république et finalement une couverture qui arrive très tardivement avec l'envoi du secrétaire d'état à l'outre-mer :Yves Jégo. Et quelle couverture !!!

Avez-vous déjà essayé de faire le portrait d'une retraitée en Martinique qui touche 800 euros et qui doit acheter un yaourt : 4 euros 99 contre 1 euros 50 en métropole (la même marque) ? Avez-vous mis une de vos équipes sur ce rapport détonant paru dans Le Monde sur les profits extraordinaires faits par les compagnies pétrolières aux Antilles ?

Sur le nombre de chômeurs : 25% (contre 8% dans l'hexagone) obligés eux aussi d'acheter des produits cinq fois plus chers qu'en France hexagonale avec les mêmes allocations, certains avec bac+5, 6, 7 qui ne trouvent pas de travail en Martinique. Sur les marges exorbitantes des distributeurs ?

Et il y en a des sujets à décliner !!! Embauche systématique de cadres européens au détriment des cadres locaux, bétonisation des terres, malaise social... Pourquoi cette adhésion incroyable des Guadeloupéens de toutes classes à cette mobilisation ? Mais peut-être que tous ces sujets ne vous intéressent pas, ne font pas people dans vos JT ?

Que le documentaire de Canal Plus diffusé la semaine dernière sur les békés de la Martinique, une caste de blancs créoles qui vit en autarcie et qui détient une grande partie de l'économie et des terres en Martinique, a profondément remué et choqué nos compatriotes et nous-mêmes et qu'à l'évidence, il y a des blessures profondes qui se réveillent. Il se passe des choses qui méritent des analyses, des visions et des explications.

Nous essayons de faire notre métier d'information le plus justement possible mais nous n'avons aucune prise sur les médias nationaux. Vous seuls pouvez choisir les angles qui vous intéressent : la communication de Matignon (qui aujourd'hui craint plus que tout la contagion aux autres DOM et aux français de l'hexagone), les annulations des tours opérateurs ou alors vous pouvez traiter tout le reste. Si jamais ça vous intéresse !!!

Bien fraternellement
Un collectif de journalistes martiniquais



Si vous souhaitez nous rejoindre et participer pour agir plus largement sur tout ce qui vous concerne.

Soutenez la CGT, rejoignez-la.

(déductible pour 66% du montant de votre impôt)

Nom :

Prénom :

Service :

Adresse :

Signature

Je souhaite adhérer au SN PTAS CGT

Bulletin d'adhésion à remettre à un militant CGT de ton service ou à renvoyer au SN/PTAS/CGT à La Défense.

MEEDDAT – PLOT I – 92055 – LA DEFENSE CEDEX – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16

email : Internet -sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net – Intranet : carnet d'adresse – annuaire global équipement – Syndicat : Syndicat/SN PTAS CGT/AC

Notre site Internet <http://snptas-cgt.org>